



CHAPITRE 39

LOI CONCERNANT LA VENTE DE LIQUEURS ALCOOLIQUES PRÈS DES TRAVAUX PUBLICS

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi de la vente des liqueurs près des travaux publics.* Titre abrégé.

2. 1. Nul ne peut trafiquer, échanger, procurer ou vendre, d'une manière quelconque, directement ou indirectement, à qui que ce soit, des liqueurs alcooliques, ni exposer, garder ou avoir en sa possession, pour les vendre, trafiquer ou échanger, des liqueurs alcooliques, en aucun lieu non compris dans les limites d'une cité, d'une ville ou d'un village, et dans un rayon de trois milles de la ligne de tout chemin de fer, canal ou autres travaux publics en voie de construction, que les travaux soient construits par le gouvernement de cette province, par une compagnie constituée en corporation, ou par entreprise privée. Défense de vendre des liqueurs alcooliques dans un certain rayon des travaux publics en voie d'exécution.

2. Aucune personne ne peut obtenir ni recevoir un permis pour vendre des liqueurs alcooliques en aucun de ces lieux; et, si ce permis lui a été accordé, il est nul. Nullité du permis accordé.

3. S'il s'élève des doutes sur la question de savoir si l'un des travaux alors en voie de construction tombe ou ne tombe point sous le coup de la présente loi, le lieutenant-gouverneur, s'il le juge à propos, peut déclarer, par proclamation, qu'ils tombent sous l'opération de la présente loi, et que la prohibition comprise dans telle loi s'applique à toute place éloignée de moins de trois milles de la ligne des travaux, laquelle ligne peut être décrite et définie dans cette proclamation. Pouvoirs du lt-gouv. quant à l'application de la loi.

La déclaration contenue dans la proclamation a le même effet que si elle était contenue dans la présente loi, et la prohibition s'applique en conséquence. Effet de la déclaration du lt-gouv.

4. Rien dans cette déclaration ne doit être interprété comme étant une déclaration que les travaux ou quelque partie des travaux ne tombaient point sous l'opération de la présente loi avant la publication de la proclama- Interprétation.

tion: mais la question doit être décidée comme si la proclamation n'avait pas été publiée.

Restriction.

5. La présente loi ne s'étend à aucune personne vendant des liqueurs alcooliques en gros et ne les détaillant point, si cette personne est un distillateur ou brasseur autorisé. S. R. (1909), 1334.

Peines, pour infraction à cette loi.

3. 1. Quiconque, en contravention avec la présente loi, par lui-même, son commis, serviteur ou agent, expose ou garde en vente, ou trafique, vend, cède ou échange pour toute autre matière ou chose, à toute autre personne, quelque liqueur alcoolique que ce soit, est passible d'une amende de vingt dollars pour la première condamnation, de quarante dollars pour la seconde, et du montant de cette dernière amende avec emprisonnement pour une période de pas plus de six mois pour la troisième et chaque condamnation subséquente.

A qui est payée l'amende.

L'amende est payée au greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité dans laquelle il est prouvé que l'offense a été commise, pour l'usage de la municipalité et pour être employée à telles fins publiques que le conseil de la municipalité peut ordonner.

Emprisonnement à défaut de paiement.

2. A défaut de paiement des amendes et des frais imposés en vertu de la présente loi, avec les frais de poursuite dus lors de la condamnation, le contrevenant est emprisonné jusqu'au paiement, en vertu d'un mandat du juge de paix, ou du préfet, maire, magistrat de police, recorder ou juge devant lequel la condamnation a été obtenue; mais nul ne doit être emprisonné pour chaque condamnation durant plus de six mois.

Responsabilité de l'agent.

3. Si un commis, serviteur ou agent ou autre personne à l'emploi ou dans l'établissement d'un autre, vend, trafique ou échange ou aide à vendre, trafiquer ou échanger quelque liqueur alcoolique en contravention avec la présente loi, pour la personne au service ou dans l'établissement de laquelle il se trouve, il est censé coupable au même degré que le principal, et passible de la même pénalité. S. R. (1909), 1335.

Qui entend et décide les actions.

4. Tout juge de paix, ou maire d'un canton, d'un village ou autre municipalité, tout magistrat de police, tout magistrat de district, tout recorder d'une cité ou ville, ou tout juge présidant une Cour de circuit, entend et décide sommairement toute action intentée dans sa juridiction en vertu de la présente loi.

Témoignage du plaignant.

Quiconque porte une plainte contre un contrevenant à la présente loi ou à une partie quelconque de la pré-

sente loi, devant tel juge de paix, maire, magistrat de police, magistrat de district, recorder ou juge, peut être admis comme témoin.

Si le juge de paix, le maire, le magistrat de police, le magistrat de district, le recorder ou le juge devant lequel le procès a lieu, l'ordonne ainsi, comme il peut le faire s'il pense qu'il y a cause raisonnable de poursuite, le défendeur ne recouvre point les frais, bien que la poursuite ait été renvoyée. S. R. (1909), 1336; 15 Geo. V, c. 10, s. 2.

Frais du défendeur qui a gain de cause.

5. 1. Nul appel n'est accordé à une personne contre laquelle plainte a été portée ou condamnation obtenue en vertu de la présente loi, à moins qu'elle ne donne un cautionnement ou une obligation, au profit de la municipalité dans laquelle l'infraction est déclarée avoir été commise, en la somme de cent dollars, solidairement avec deux bonnes et valables cautions de poursuivre son appel, et de payer les frais, amendes et pénalités qui pourraient être prononcés contre elle lors de la décision finale de la cause.

Conditions auxquelles un appel est permis.

2. Nul cautionnement ou obligation n'est reçu si ce n'est par le juge de paix, le maire, le magistrat de police, le magistrat de district, le recorder ou le juge, devant lequel la plainte a été portée ou l'offense jugée, et les cautions sont par lui approuvées.

Par qui est reçu le cautionnement d'appel.

3. Si l'appel est renvoyé, le cautionnement ou l'obligation est absolu et le montant devient une dette due à la municipalité dans laquelle l'infraction a été commise, recouvrable par action, par et au nom de la municipalité, et il est du devoir du secrétaire-trésorier, greffier ou trésorier de la municipalité, d'en poursuivre le recouvrement; les deniers sont employés de la même manière que les amendes ci-dessus mentionnées.

Si l'appel est rejeté.

4. Si le cautionnement ou l'obligation mentionné dans le présent article n'est pas donné avant ou dans les trois jours après la condamnation ou le jugement, l'appel n'est pas accordé. S. R. (1909), 1337; 15 Geo. V, c. 10, s. 3.

Si le cautionnement n'est pas fourni.

6. 1. Si trois personnes, étant électeurs ou ayant droit de voter à une élection municipale de la municipalité dans laquelle plainte est portée, jurent ou affirment, suivant le cas, devant un juge de paix, un maire, un magistrat de police, un magistrat de district, un recorder ou un juge de la Cour supérieure, qu'elles ont raison de croire, et qu'elles croient que des liqueurs alcooliques destinées à être vendues ou échangées en contravention avec la présente loi sont gardées ou déposées dans un bateau

Recherches autorisées dans certains cas.

à vapeur ou autre vaisseau, ou dans une voiture ou un véhicule, ou dans un magasin, une boutique, un dépôt ou autre bâtiment ou endroit dans la municipalité, ou sur une rivière, un lac ou une étendue d'eau contiguë en tout lieu dans les limites duquel il est défendu par la présente loi de vendre ou échanger, ou garder pour vendre ou échanger ces liqueurs alcooliques, tel juge de paix, maire, magistrat de police, recorder ou juge, émet un mandat de recherche adressé à un shérif, officier de police, huissier ou constable, qui procède immédiatement à faire des recherches dans le bateau à vapeur, le vaisseau ou les endroits désignés dans le mandat; s'il est trouvé quelque liqueur alcoolique dans tels endroits, il la saisit ainsi que les barils, futailles ou autres vaisseaux dans lesquels elle est contenue, les transporte en quelque lieu sûr et les y garde jusqu'à décision finale à cet égard.

Saisie des liqueurs.

Requisitions dans les résidences privées.

Il ne doit pas être fait de recherches dans une maison dans laquelle, ou dans la partie de laquelle il n'est point tenu une buvette ou boutique, à moins que l'un des plaignants au moins ne constate sous serment, le fait d'une vente de liqueurs alcooliques, faite dans cette maison, en contravention avec la présente loi, dans le cours d'un mois avant la date de la plainte.

Assignation du propriétaire des liqueurs saisies.

2. Le propriétaire ou détenteur de la liqueur saisie, s'il est connu de l'officier qui fait cette saisie, est assigné immédiatement devant le juge de paix ou la personne en vertu du mandat de qui la liqueur a été saisie.

Destruction des liqueurs saisies.

S'il ne comparait point, et s'il est prouvé, à la satisfaction de la personne ou du juge de paix qui a émis le mandat, que cette liqueur était destinée à être vendue ou échangée en contravention avec la présente loi, elle est déclarée confisquée avec les vaisseaux qui la contiennent —et est détruite en vertu d'un ordre par écrit du juge de paix, ou du maire, ou du magistrat de police, ou du magistrat de district, ou du recorder ou du juge, en sa présence ou en la présence de quelque personne nommée par lui pour être témoin de la destruction et qui se joint à l'officier par qui la liqueur a été détruite pour constater le fait sur le dos de l'ordre en vertu duquel cette destruction a été effectuée.

Amende.

Le propriétaire ou détenteur de cette liqueur doit payer une amende de quarante dollars et les frais, et, à défaut de ce faire, être emprisonné pendant trois mois. S. R. (1909), 1338; 15 Geo. V, c. 10, s. 4.

Mode de procéder si le propriétaire est inconnu.

7. 1. Si le propriétaire, détenteur ou possesseur de la liqueur saisie en vertu de la présente loi, n'est pas connu de l'officier qui la saisit, cette liqueur n'est point

confisquée et détruite, avant que la saisie avec l'indication du nombre et la description des vaisseaux, faite aussi correctement que possible, ait été annoncée pendant deux semaines, en affichant un avis écrit ou imprimé et la description d'iceux dans trois endroits publics au moins.

2. S'il est prouvé, dans ces deux semaines, à la satisfaction du juge de paix, du maire, du magistrat de police, du magistrat de district, du recorder ou du juge par l'autorité duquel la liqueur a été saisie, qu'elle n'était pas destinée à être vendue ou échangée en contravention avec la présente loi, elle n'est pas détruite, mais elle est remise au propriétaire, qui donne son reçu écrit sur le dos du mandat, lequel est remis au juge de paix ou à la personne qui l'a émis; mais si, après l'annonce comme susdit, il appert à tel juge de paix, maire, magistrat de police, magistrat de district, recorder ou juge, que la liqueur était destinée à être vendue ou échangée en contravention avec la présente loi, telle liqueur et les vaisseaux dans lesquels elle était contenue, sont confisqués, condamnés et détruits. S. R. (1909), 1339; 15 Geo. V, c. 10, s. 5.

Si les liqueurs n'étaient pas destinées à être vendues etc.

Si les liqueurs étaient destinées à être vendues.

8. Tout paiement en compensation pour liqueur vendue ou échangée en contravention avec la présente loi, soit en argent ou en valeur pécuniaire, soit en travail ou en valeur de quelque espèce que ce soit, est considéré avoir été reçu sans considération et contre la loi; et le montant de la valeur peut être recouvré de la personne qui l'a reçu par la partie qui l'a fait, payé ou fourni.

Nullité des paiements, etc.

Les ventes, transferts, transports, gages et garanties de toute espèce, donnés en tout ou en partie pour ou à compte de liqueurs alcooliques vendues ou échangées en contravention avec la présente loi, sont absolument nuls et de nul effet, à l'encontre de toutes personnes; et, dans tous les cas, il n'est acquis par là aucun droit quelconque, et nulle action de quelque nature que ce soit n'est maintenue en tout ou en partie pour liqueurs alcooliques vendues ou échangées en contravention avec la présente loi. S. R. (1909), 1340.

Nullité des ventes, transferts, etc.

9. 1. Tout juge de paix, magistrat de police, magistrat de district, recorder ou juge, autorisé à entendre et juger les contraventions à la présente loi, peut assigner quiconque lui est représenté comme un témoin essentiel à la preuve de toute contravention; et si telle personne refuse ou néglige de se présenter, en conformité de telle assignation, le juge de paix ou autre personne autorisée à juger la contravention, peut émettre son mandat pour l'arrestation de la personne ainsi assignée; et cette per-

Assignation de témoins.

Défaut de comparaitre.

Refus de
prêter ser-
ment ou de
répondre.

sonne est amenée devant le juge de paix ou la personne émettant le mandat; et si elle refuse de prêter serment ou affirmation, ou de répondre à quelque question touchant la matière qui fait le sujet de l'investigation, elle peut être incarcérée dans la prison commune et détenue jusqu'à ce qu'elle consente à être assermentée, ou à affirmer et répondre.

Protection
de certains
fonction-
naires.

2. Toute disposition légale pour la protection des juges de paix dans l'accomplissement de leurs fonctions, ou pour faciliter les procédures faites par eux ou devant eux, dans les matières concernant les ordres et convictions sommaires, s'applique, en autant qu'elle n'est pas incompatible avec la présente loi, à chacun des fonctionnaires y mentionnés, ou autorisés à juger les personnes contrevenant à ladite loi; et tel fonctionnaire est censé être juge de paix dans le sens de toute telle loi, qu'il soit ou ne soit pas juge de paix pour d'autres fins. S. R. (1909), 1341; 15 Geo. V, c. 10, s. 6.

Frais d'exé-
cution.

10. Chaque fois que jugement est rendu pour des dépens, les honoraires pour l'exécution de tel jugement sont compris. S. R. (1909), 1342.

Dépens.

11. Les dépens sur l'appel, et pour toute autre procédure faite en vertu de la présente loi devant un juge de paix ou autre fonctionnaire, sont les mêmes que ceux qui sont alloués par la loi pour les procédures de même nature; et dans les actions et procédures intentées devant la Cour supérieure, les dépens sont les mêmes que ceux qui sont ordinairement alloués devant ce tribunal. S. R. (1909), 1343.

Vices de
forme dans
les actes de
procédure.

12. Les actions, procédures, mandats, jugements, ordres ou autres instruments ou écrits autorisés par la présente loi ou nécessaires pour mettre à exécution ses dispositions, ne sont pas censés nuls ou mis à néant pour défaut de forme. S. R. (1909), 1344.
